



REGLEMENT DE CONSULTATION

















Mode d'emploi pour déposer une offre

DEMOLITION DES ANCIENS LOCAUX LOGISTIQUES ET DE LA
MAISON DES ACTIVITES CULTURELLES DU CROUS DE
BORDEAUX AQUITAINE
LOT UNIQUE
DESAMIANTAGE/CURAGE/DEMOLITION
2025RANA029

Calendrier de la consultation

Date limite de réception des offres	12/05/2025 à 16h00
Une visite obligatoire des lieux est organisée	Voir l'article B) 1.4.
Date limite pour poser des questions	Au plus tard le 02/05/2025

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	Acheteur	Région académique de la Nouvelle Aquitaine
	Objet	Démolition des anciens locaux logistiques de la Maison des Activités Culturelles du CROUS de Bordeaux Aquitaine
	Nombre de lots	1
	Type de contrat	Marché à prix global et forfaitaire
	Durée	5 mois (hors période de préparation de 4 semaines)
	Mode de passation	Procédure adaptée
	Négociation	Avec
	Profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr
	Demande de renseignements	Via le profil acheteur au plus tard avant la date indiquée en page de garde du présent RC.
	Délai de validité des offres	4 mois
	Forme de groupement	Forme du groupement non imposée mais avec mandataire solidaire
	Visite sur site	Une visite obligatoire du site est prévue
	Variantes	La consultation comporte une ou plusieurs variantes autorisées
	Prestations supplémentaires éventuelles	Sans
	Développement durable	Le marché comporte des clauses environnementales.
	Modalités de signature	Au dépôt ou au plus tard à l'attribution, manuscrite ou électronique

Sommaire

A)	De quoi s'agit-il ?	4
A) 1.	L'acheteur.....	4
A) 2.	La consultation.....	4
A) 2.1.	Objet de la consultation.....	4
A) 2.2.	Développement durable	5
A) 2.3.	Durée et délais de la consultation et du marché	5
B)	Comment participer ?	5
B) 1.	Prendre connaissance du dossier de consultation	5
B) 1.1.	Télécharger le dossier de consultation en s'identifiant.....	5
B) 1.2.	Vérifier le contenu du dossier de consultation	6
B) 1.3.	Poser des questions	6
B) 1.4.	Visiter le site.....	7
B) 2.	Qui peut déposer une réponse ?	7
B) 2.1.	Répondre seul ou à plusieurs.....	7
B) 2.2.	Recourir à un sous-traitant.....	8
B) 3.	Préparer son dossier de réponse	8
B) 3.1.	Constituer son dossier de candidature	8
B) 3.2.	Constituer son dossier d'offre	9
B) 3.3.	Valorisation des CEE	10
B) 3.4.	Signature du dossier.....	10
B) 4.	Déposer son offre.....	10
B) 4.1.	Transmission par voie électronique obligatoire	10
B) 4.2.	Astuces.....	10
B) 4.3.	Copie de sauvegarde.....	11
C)	Après le dépôt de votre offre	11
C) 1.	Analyse des offres	11
C) 1.1.	Demande de précisions sur la teneur de l'offre	11
C) 1.2.	Offres anormalement basses.....	11
C) 1.3.	Critères de jugement des offres	12
C) 1.4.	Négociation.....	13
C) 2.	Attribution	13
C) 2.1.	Notification des résultats.....	13
C) 2.2.	Documents demandés : vérification de l'absence de motif d'exclusion	13
C) 3.	Procédures de recours	13

A) De quoi s'agit-il ?

A) 1. L'acheteur

RECTORAT DE REGION ACADEMIQUE DE NOUVELLE AQUITAINE

5, Rue Joseph de Carayon Latour

CS 81499

33060 BORDEAUX CEDEX

Contact : Service régional académique des achats de l'Etat – ☎ 05-33-74-11-35

✉ ce.sraae@region-academique-nouvelle-aquitaine.fr

A) 2. La consultation

A) 2.1. Objet de la consultation

A) 2.1.1. Description globale de la consultation

La présente consultation lancée selon la procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-4 à 7 du code de la commande publique) porte sur les travaux de désamiantage, curage et démolition des anciens locaux logistiques et de la Maison des Activités Culturelles du CROUS de Bordeaux Aquitaine.

Les travaux consistent et se décomposent en :

- travaux préalables : marquage des éléments amiantés, débarras des locaux, prise en compte du réemploi, consignation et balisage des réseaux, étalements provisoires et protection des éléments conservés ;
- travaux de désamiantage : plan de retrait, évaluation du niveau d'empoussièrement, installation et protection du personnel, travaux préparatoires, décroustage des enrobés avec risque amiante, dépose des matériaux amiantés et nettoyage de la zone confinée ;
- travaux de curage : purge des réseaux apparents et appareils sanitaires, dépose des éléments de second œuvre rapportés, dépose des revêtements de sols et murs intérieurs, dépose des couvertures et des étanchéités et des bardages rapportés ;
- travaux de déconstruction : désolidarisation au droit des éléments conservés, démolition des planchers et verticaux lourds, déconstruction des charpentes métalliques ;
- travaux en infrastructure : purge des réseaux en vide sanitaire, démolition des planchers bas, démolition des structures de vide sanitaire, purge des réseaux enterrés ;
- travaux de traitement des extérieurs : dépose clôture, purge fondations, dépose des ouvrages non structurels, démolition des aménagements lourds, décroustage des enrobés sans risque amiante ;
- démolition des dallages privés et purge de la structure ;
- travaux de remise à plat du terrain.

Lieux d'exécution des prestations : 4 rue Lucie Aubrac 33600 Pessac

A) 2.1.2. Décomposition du contrat

Le présent marché n'est pas alloti, l'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

A) 2.1.3. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire est autorisée, sous réserve de :

- de répondre à la solution de base décrite dans le DCE, et remettre une offre en variante en établissant un tableau comparatif avec les dispositions du CCTP précisant l'étendue et les caractéristiques des variantes proposées.

Les variantes ne correspondant pas à ces critères seront jugées irrégulières et éliminées.

Aucune variante imposée par l'acheteur, et aucune prestation supplémentaire éventuelle ne sont prévues par l'acheteur.

A) 2.1.4. Prestations similaires (art. R2122-7 code commande publique)

La réalisation de prestations similaires à celle du marché pourra être exécutée par le titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou plusieurs marchés qui seront passés ultérieurement à la notification du présent marché sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire dépasser le seuil des 20% du montant total de l'opération de travaux, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

A) 2.2. Développement durable

Protection de l'environnement : Il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution à caractère environnemental conformément aux dispositions du cahier des charges (chantier à faible nuisance et traitement des déchets).

Le présent marché public comprend un ou des critère(s) environnemental(aux) comme critère d'attribution.

Conditions d'exécution à caractère social : Sans objet

A) 2.3. Durée et délais de la consultation et du marché

A) 2.3.1. Période de validité des offres

Les candidats doivent maintenir leur offre pendant 4 mois à compter de la date limite de remise des offres indiquée sur la page de garde du présent document.

A) 2.3.2. Date limite pour remettre une offre

Les offres doivent être déposées (téléchargement terminé) au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées en page de garde du présent document. Les plis hors délais ne seront pas acceptés.

A) 2.3.3. Durée des marchés

Le délai d'exécution des travaux (hors période de préparation de 4 semaines) du lot unique est fixé à : 5 mois

B) Comment participer ?



Vous n'avez pas l'habitude des marchés publics ? Trouvez les réponses à vos questions dans le [guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics](#).

B) 1. Prendre connaissance du dossier de consultation

B) 1.1. Télécharger le dossier de consultation en s'identifiant

Vous êtes invités à **télécharger le dossier de consultation (DCE)** en vous rendant sur le site suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>



Pourquoi s'identifier sur la plateforme lorsque vous téléchargez le dossier de consultation ?

Indiquer une adresse de courriel vous permet d'être tenu informé automatiquement des reports de délai, modifications et des précisions éventuellement apportées au marché en cours de consultation.

L'acheteur public peut apporter de petites modifications au dossier de consultation qu'il communiquera au plus tard jusqu'à 8 jours avant la date limite de dépôt des offres (indiquée en page de garde). Les candidats devront alors soumettre leurs offres en tenant compte des modifications, sans pouvoir formuler de réclamations à ce sujet.

B) 1.2. Vérifier le contenu du dossier de consultation

Le DCE comprend les documents suivants :

1. Le présent règlement de consultation ;
2. Le cahier des clauses administratives particulières ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières ;
4. L'acte d'engagement ;
5. La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
6. Les diagnostics techniques :
 - a. repérage amiante avant travaux ;
 - b. repérage plomb ;
 - c. sondages structurels et géotechniques ;
 - d. PEMD (Produits Equipements Matériaux Déchets).
7. Les plans topographiques, coupes et niveaux.
8. Le planning prévisionnel ;
9. Le Rapport Initial de Contrôle Technique ;
10. Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé ;
11. Le permis de démolir ;
12. Le retour des concessionnaires suite à Déclaration de Travaux.



Vérifiez bien que vous disposez de l'ensemble des éléments du DCE : ils vous sont nécessaires pour préparer correctement votre réponse.

B) 1.3. Poser des questions

Des questions ? Un seul endroit pour les poser avant la date indiquée en page de garde : directement sur la consultation sur le profil acheteur www.marchespublics.gouv.fr (accéder à la consultation/tout en bas, onglet question/poser une question)

Publicité / Téléchargement → Question Dépôt Messagerie sécurisée

Liste des questions posées

2 → Poser une question

Aucun résultat trouvé

Si vous avez plusieurs questions, n'hésitez pas à les déposer en une seule fois, en les regroupant dans un fichier word, excel ou pdf et en les déposant via le lien ci-après :

B) 1.4. Visiter le site

La visite du site est obligatoire. 2 créneaux de visite sont proposés :

- mercredi 23 avril 2025 à 10h00 ;
- vendredi 25 avril 2025 à 14h00.

Pour confirmer votre présence, veuillez contacter par mail Madame Jamila Dahane, bureau d'ingénierie des structures EVP (En vertu des possibles).

Courriel : j.dahane@evp-ingenierie.com

Aucun compte rendu ne sera établi à l'issue de cette visite.

Si lors de la visite, le soumissionnaire a des questions, il devra obligatoirement les poser via la plateforme de dématérialisation. À l'issue de cette visite obligatoire, chaque entreprise signera un registre de visite. Il ne sera pas délivré d'attestation de passage. Une entreprise qui n'aurait pas réalisé la visite obligatoire verra son offre jugée irrégulière et éliminée.

L'acheteur se réserve la possibilité d'organiser une visite complémentaire sur demande d'un ou plusieurs candidats.

B) 2. Qui peut déposer une réponse ?

B) 2.1. Répondre seul ou à plusieurs

B) 2.1.1. Candidater seul

Si vous envisagez une candidature en tant que candidat unique, il n'y a **pas de contraintes particulières**. Ce choix ne vous interdit pas de faire appel à la sous-traitance, plus tard lors de l'exécution du marché.

B) 2.1.2. Candidater en groupement d'entreprises

En cas de candidature en groupement, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Aucune forme de groupement n'est imposée. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement devra être solidaire.

Attention, les candidatures multiples sont restreintes :

- Un même opérateur économique **ne peut être mandataire de plusieurs groupements ou candidat individuel (candidat unique) et mandataire de groupement** ;
- Un même opérateur économique **peut être membre de plusieurs groupements en tant que cotraitant** ;
- Un même opérateur économique **ne peut être candidat individuel (candidat unique) et membre d'un ou plusieurs groupements (sans être mandataire)**.

B) 2.2. Recourir à un sous-traitant

Les candidats peuvent **faire appel à la sous-traitance**¹ qu'ils soient candidats unique ou réunis en groupement d'entreprise.

Les sous-traitants doivent être présentés pour acceptation et leurs conditions de paiement doivent être agréées (utiliser le formulaire DC4 pour cela). Le sous-traitant est payé directement par l'acheteur si le prix de la prestation sous-traitée est supérieur à 600 € TTC.

Pour que les capacités du ou des sous-traitants soient prises en compte lors de l'évaluation de leur offre, les candidats présenteront un dossier pour chaque sous-traitant. A défaut, leurs capacités ne seront pas prises en compte.

Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution des marchés.

B) 3. Préparer son dossier de réponse



Tous les documents transmis à l'acheteur doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

L'acheteur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

B) 3.1. Constituer son dossier de candidature

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Informations à fournir	
<input type="checkbox"/>	Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 10 du Code de la Commande Publique (partie F du DC1)
<input type="checkbox"/>	La délégation de pouvoir de la personne habilitée à engager la société.
<input type="checkbox"/>	En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres en précisant les conditions de cette habilitation
<input type="checkbox"/>	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (partie F du DC2)
<input type="checkbox"/>	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
<input type="checkbox"/>	Une liste des principaux travaux effectués au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.
<input type="checkbox"/>	L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
<input type="checkbox"/>	Les certificats de qualifications et/ou de qualité exigés des candidats sont : <ul style="list-style-type: none">- QUALIBAT 1552 « traitement de l'amiante » <u>ou</u> AFAQ AFNOR CERTIFICATION « traitement de l'amiante » <u>ou</u> GLOBAL CERTIFICATION « traitement de l'amiante » ;- Et Certification QUALIBAT 1112 « démolition (technicité confirmée) »

¹ Cf. articles [L2193-1 et suivants](#) du code de la commande publique.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Chacun des certificats précités pourra donc faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur Etat d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

B) 3.2. Constituer son dossier d'offre

Le dossier d'offre doit comporter les pièces suivantes :

Pièces à fournir	Format recommandé
<input type="checkbox"/> Acte d'engagement	PDF
<input type="checkbox"/> La décomposition du prix global et forfaitaire	PDF et Excel
<input type="checkbox"/> Le mémoire technique de l'entreprise qui comprendra : <ul style="list-style-type: none"> - moyens humains [expérience et qualification des personnels dédiés dont risques Plomb et CMR (cancérogènes, mutagènes et toxiques)] et matériels dédiés au chantier afin de respecter le planning prévisionnel d'exécution. (le soumissionnaire joindra un planning détaillé pour les études et travaux incluant les démarches administratives à réaliser et les moyens affectés à chacune des tâches) ; - méthodologie de réalisation des travaux de désamiantage, démolition, conservation des existants et autres (procédés d'exécution, contrôle et pilotage des prestations, management de la qualité...) et organisation pour répondre aux contraintes de chantier (il fournira notamment un PIC prévisionnel comprenant toutes les installations de chantier et les accès et cheminements nécessaires au bon fonctionnement du chantier) ; - démarche mise en œuvre pour assurer la qualité environnementale des prestations objet du marché (chantier à faible nuisance et traitement des déchets). Dans ce cadre le candidat joindra son projet de SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets). 	PDF
<input type="checkbox"/> RIB	PDF

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

B) 3.3. Valorisation des CEE

Sans objet.

B) 3.4. Signature du dossier

Le seul document devant être signé est l'Acte d'Engagement, la signature des autres documents n'est pas requise. Il peut être signé dès le dépôt du pli contenant les candidatures et les offres. Les actes d'engagement non signés pourront être régularisés au plus tard lors de l'attribution du marché.

Modalités de signature de l'acte d'engagement : possibilité de le signer de manière manuscrite, puis de le scanner pour le déposer numériquement. Il est également permis de signer électroniquement l'Acte d'Engagement (conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Le signataire doit être une personne habilitée à engager la société, ou bénéficiant d'une délégation de pouvoir.

B) 4. Déposer son offre



Vous avez des questions sur la réponse en ligne ? Consultez le « [guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics](#) » rédigé par Bercy.

Les offres sont à déposer via le profil d'acheteur, **au plus tard à la date et l'heure indiquées en page de garde** du présent document, sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots. Chaque proposition sera distincte et non conditionnée à l'attribution des autres lots. Les pièces seront déposées lot par lot.

B) 4.1. Transmission par voie électronique obligatoire


Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

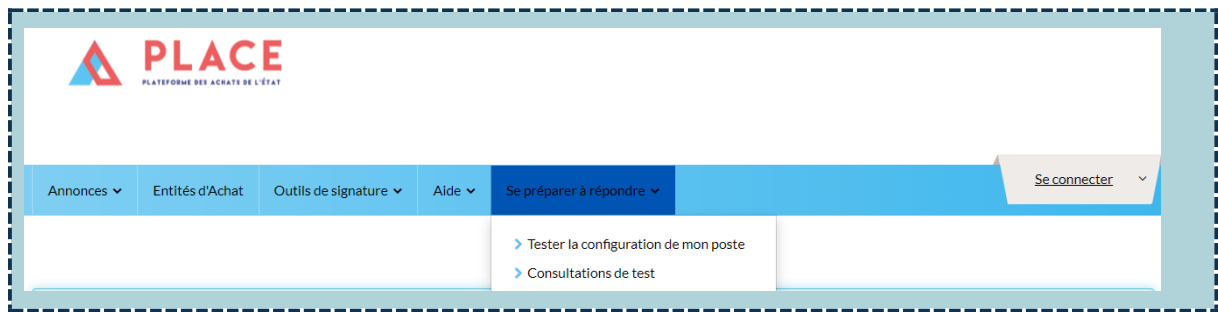
- Portable Document Format (Adobe .pdf) ;
- Rich Text Format (.rtf) ;
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar) ;
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb);
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).



Vous ignorez comment déposer une offre sur notre profil d'acheteur ? Reportez-vous au document  « répondre à un marché de la région académique Nouvelle Aquitaine » ou à la documentation du profil d'acheteur téléchargeable sur le site – onglet Aide/guide d'utilisation

B) 4.2. Astuces

La plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> met à disposition un test de configuration de votre poste. Il reste toutefois recommandé de s'assurer, par un test complet de remise des offres, que votre poste informatique est bien configuré et que vous maîtrisez le mode opératoire. Des consultations de test sont disponibles à cette fin pour y accéder, voir l'encadré ci-après.



Il est recommandé de ne pas déposer son pli électronique dans les dernières minutes. Il convient en effet de prendre en compte le temps de téléchargement qui est variable selon la qualité de votre liaison Internet.

B) 4.3. Copie de sauvegarde

Le candidat a la possibilité d'envoyer également une **copie de sauvegarde**² sur support physique électronique ou sur support papier. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde », l'intitulé de la consultation et le nom du candidat. Elle est déposée à l'adresse suivante :

- par remise en main propre contre récépissé à l'adresse suivante :

RECTORAT DE REGION ACADEMIQUE DE NOUVELLE AQUITAINE – SRA-AE
Immeuble Tour de Sèze – 3, Terrasse du Front du médoc – 33060 BORDEAUX

- ou par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

RECTORAT DE REGION ACADEMIQUE DE NOUVELLE AQUITAINE
SRA AE : Service régional académique achat de l'état
5, Rue Joseph de Carayon Latour - CS 81499 - 33060 BORDEAUX CEDEX

Cette copie doit être placée sous un pli scellé comportant la mention lisible :

« NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »
« 2025RANA029 – COPIE DE SAUVEGARDE ».

C) Après le dépôt de votre offre

C) 1. Analyse des offres

C) 1.1. Demande de précisions sur la teneur de l'offre

L'acheteur pourra demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

C) 1.2. Offres anormalement basses

Toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

² La copie de sauvegarde est définie par un [arrêté du 22 mars 2019](#). Pour plus d'informations sur ce dispositif, reportez-vous au [guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics](#).

C) 1.3. Critères de jugement des offres

Ne seront pas évaluées les offres incomplètes. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Ne seront pas évaluées les offres inacceptables financièrement (hors budget) ou anormalement basses (après échanges avec le candidat conformément à l'article précédent).

Les offres recevables feront l'objet d'une évaluation et d'un classement en utilisant les critères pondérés suivants :

N°	Description	Pondération
1	Prix apprécié	65
2	Valeur technique de l'offre	20
2.1	Sous-critère 1 : Qualité et cohérence des moyens humains et matériels affectés afin de respecter le planning prévisionnel d'exécution	10
2.2	Sous-critère 2 : Cohérence des dispositifs mis en œuvre pour assurer la qualité des prestations au vu de la méthodologie et de l'organisation mises en œuvre pour répondre aux contraintes de chantier	10
3	Qualité de la démarche en termes de développement durable de l'entreprise pour la réalisation des prestations objet du marché	15
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Système de notation des offres

Notation critère prix :

L'offre la plus basse obtient la note de 10.

Soit Mbasse le montant de l'offre la plus basse

Soit Mn le montant de l'offre à noter

Note sur 10 de l'offre à noter = $20 - (10 \times Mn / Mbasse)$

Un rapport de 1 à 2 est donc toléré.

Si le résultat est négatif, la note de 0 sera attribuée.

Les notes obtenues via cette formule seront ensuite multipliées par le coefficient de pondération fixé.

Fourchette notation autres critères

La proposition sera notée selon la fourchette de notation suivante :

Note entre 8 et 10 - La proposition répond de manière très satisfaisante à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat.

Note entre 6 et 7,9 - La proposition répond de manière satisfaisante aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat.

Note entre 4 et 5,9 - La proposition répond moyennement aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat.

Note entre 2 et 3,9 - La proposition répond de manière lacunaire à certaines exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du contrat.

Note entre 0 et 1,9 - La proposition répond insuffisamment par manque d'éléments d'appréciation aux exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser le contrat.

- ➔ Les notes obtenues sur 10 seront ensuite multipliées par le coefficient de pondération fixé.

C) 1.4. Négociation

Après examen des offres, l'acheteur se laisse la possibilité d'engager des négociations dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures avec les 3 candidats ayant remis les meilleures offres. La négociation pourra s'effectuer soit par un échange de courrier soit par une ou plusieurs réunion(s) de négociation ou par visioconférence.

A l'issue des négociations, après confirmation des modifications éventuelles de son offre, l'acheteur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères pondérés définis précédemment.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation si celle-ci correspond à son besoin.

C) 2. Attribution

C) 2.1. Notification des résultats

Les résultats de la consultation sont notifiés aux candidats par le biais du profil acheteur PLACE.

C) 2.2. Documents demandés : vérification de l'absence de motif d'exclusion

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit remettre à l'acheteur, dans le délai qu'il fixe, les documents en cours de validité exigés par la réglementation. Ainsi, s'il ne les a pas déjà produits au dépôt de l'offre, le candidat doit produire en outre, les attestations et documents suivants :

- *L'attestation de régularité fiscale* certifiant que le candidat est en règle avec l'administration fiscale ;
- *L'attestation de vigilance* certifiant que le candidat est en règle avec les organismes sociaux ;
- Son attestation d'assurance professionnelle à jour, dont son assurance décennale.

Et, le cas échéant :

- *La liste nominative des salariés étrangers* soumis à autorisation de travail (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail), employés par le titulaire ou son sous-traitant ;
- *Pour les entreprises établies à l'étranger*, la copie de la déclaration de détachement de salariés étrangers et la désignation du représentant de l'entreprise sur le territoire national (article R1263-12 du code du travail) ;
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en procédure de redressement judiciaire.

Si le candidat retenu ne produit pas ces documents dans le délai imparti, il est éliminé dans les conditions fixées par le Code de la commande publique. Le candidat suivant dans le classement est alors sollicité dans les mêmes termes pour fournir les documents.



Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations. N'hésitez pas à y recourir pour accélérer l'attribution des marchés

C) 3. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Bordeaux

9 Rue Tastet - CS 21490

33063 BORDEAUX

Tél : +33 556993800 - Télécopie : +33 556243903 - Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr .

Pour obtenir des renseignements sur l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Bordeaux

9 Rue Tastet - CS 21490

33063 BORDEAUX

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de Bordeaux

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C

11 avenue Pierre Mendès France Immeuble Le Pôle

33700 MERIGNAC

Tél : 0555122047 - Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr